

**PROVINCE DE QUÉBEC  
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE COATICOOK  
MUNICIPALITÉ DE SAINT-MALO**

PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 99-255

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE PERMIS ET CERTIFICATS NUMÉRO 88-184 DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-MALO DE MODIFIER certaines dispositions administratives relatives à l'application du règlement et aux sanctions applicables.

À une séance régulière du conseil municipal de la municipalité de Saint-Malo tenue le troisième jour de mai 1999 dans la salle du conseil à l'hôtel de ville, à laquelle étaient présents : son Honneur le Maire Luc Lévesque, Mesdames et Messieurs les conseillers Claudette Agagnier, Lise Jalbert Duranleau, Benoit Champeau, Georges Dubois, Denis Mongeau et Roger Pelletier formant un quorum sous la présidence du maire Lévesque, la résolution 99-125 est adoptée

99-126      RÉSOLUTION D'ADOPTION DU PROJET DE RÈGLEMENT  
NUMÉRO 99-255

ATTENDU QUE la municipalité de Saint-Malo a adopté un règlement de permis et certificats pour l'ensemble de son territoire municipal ;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier le règlement numéro 88-184 et ses amendements AFIN DE MODIFIER certaines dispositions administratives relatives à l'application du règlement et aux sanctions applicables ;

ATTENDU QU'un avis de motion a été donné à la séance régulière du conseil tenue le sixième jour d'avril 1999 avec dispense de lecture, et ce, conformément à la loi ;

EN CONSÉQUENCE, il est par le présent règlement numéro 99-255 décrété et statué ce qui suit :

1.0 Les dispositions déclaratoires

- 1.1 Le présent règlement doit être connu et cité sous le titre «RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE PERMIS ET CERTIFICATS NUMÉRO 88-184 DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-MALO AFIN DE MODIFIER certaines dispositions administratives relatives à l'application du règlement et aux sanctions applicables.
- 1.2 Le présent règlement a pour objet de MODIFIER certaines dispositions administratives relatives à l'application du règlement et aux sanctions applicables.
- 1.3 Le présent règlement amende le règlement de permis et certificats numéro 88-184 et ses amendements.
- 1.4 Le présent règlement entrera en vigueur suivant les dispositions du *code municipal*.
- 1.5 Les dispositions de ce règlement ne peuvent être modifiées ou abrogées que par un règlement adopté conformément aux dispositions du *code municipal*.
- 1.6 Lorsqu'une disposition du présent règlement se révèle incompatible ou en désaccord avec le règlement de permis et certificats numéro 88-184 et ses amendements, les dispositions présent règlement devront s'appliquer.

- 1.7 Les dispositions du présent règlement s'appliquent à l'ensemble ou à des parties du territoire sous la juridiction de la municipalité de Saint-Malo.
- 1.8 Le présent règlement lie quiconque veut effectuer une intervention prévue au règlement de permis et certificats.
- 1.9 La pagination des textes de même que la table des matières pourront être modifiées pour tenir compte des amendements.
- 2.0 Le Chapitre 2 du règlement de permis et certificats numéro 88-184 est remplacé par le suivant :

«CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

2.1. Application

L'inspecteur des bâtiments est chargé d'appliquer le présent règlement. Celui-ci peut être assisté dans ses fonctions d'un ou de plusieurs inspecteurs adjoints qui peuvent exercer les mêmes pouvoirs.

2.2 INSPECTION

L'inspecteur des bâtiments est autorisé à visiter et à examiner, entre 7 heures et 19 heures, toute propriété mobilière et immobilière, ainsi que l'intérieur et l'extérieur de toute maison, bâtiment ou édifice quelconque, pour constater si le présent règlement y est exécuté. Les propriétaires, locataires ou occupants des maisons, bâtiments et édifices sont obligés de recevoir l'inspecteur des bâtiments et de répondre à toutes les questions qui leur sont posées relativement à l'exécution du présent règlement.

2.3 respect des règlements

Toute personne doit respecter les dispositions contenues au présent règlement, et ce malgré le fait qu'il puisse n'y avoir, dans certains cas, aucune obligation d'obtenir un permis ou un règlement.

Tout travaux et activités doivent être réalisés en conformité des déclarations faites lors de la demande ainsi qu'aux conditions stipulées au permis ou certificat émis.

2.4 Infractions et pénalités

Toute personne qui contrevient au présent règlement commet une infraction et est passible des pénalités suivantes :

- si le contrevenant est une personne physique, en cas de première infraction, il est passible d'une amende minimale de 400,00 \$ et d'une amende maximale de 1 000,00 \$ et les frais pour chaque infraction;
- si le contrevenant est une personne morale, en cas de première infraction, il est passible d'une amende minimale de 1 000,00 \$ et d'une amende maximale de 2 000,00 \$ et les frais pour chaque infraction;
- en cas de récidive, si le contrevenant est une personne physique, l'amende minimale est de 1 000,00 \$ et l'amende maximale est de 2 000,00 \$ et les frais pour chaque infraction;
- en cas de récidive, si le contrevenant est une personne morale, l'amende minimale est de 2 000,00 \$ et l'amende maximale est de 4 000,00 \$ et les frais pour chaque infraction.

Si l'infraction est continue, cette continuité constitue, jour par jour, des contraventions distinctes. L'amende pourra être recouvrée à partir du premier jour où l'avis relatif à cette infraction a été donné au contrevenant.

2.5 Autres recours en droit civil

En sus des recours par action pénale, la municipalité peut exercer devant les tribunaux de juridiction civile tous les autres recours nécessaires pour faire respecter les dispositions du présent règlement.»

3.0 Le présent règlement entrera en vigueur selon la loi.

Luc Lévesque  
maire

Jean-Paul Roy  
secrétaire-trésorier

Certifié Copie conforme douzième jour de mai 1999

Jean-Paul Roy  
secrétaire-trésorier